



%

lignes d'attac

144

janvier 2026



« Je ne suis pas libre
tant qu'une femme est prisonnière,
même si ses chaînes sont
très différentes des miennes. »

Marielle Franco

Livres

attac.org/l/boutique

**L'énergie est notre
avenir, socialisons-là !**

Attac, éditions LLL,
2025

**Travail, climat, même
combat !**

Attac, éditions LLL,
2025

**L'évasion fiscale,
toute une histoire**

Attac et VAP, éditions
de l'Atelier, 2024

Notes

sur attac.org/l/notes

*Qui veut gagner des
milliards ? En finir avec
les niches fiscales
injustes (juillet 2025)*

Nous l'avons souvent écrit, Attac n'a pas les milliards de Bernard Arnault ou d'Elon Musk pour agir, mais nous avons mieux : **le soutien de nos adhérent-es**. Alors en ce début d'année 2026 qui s'annonce pleine de défis, **n'oubliez pas de réadhérer à Attac !**

Grâce à vous, notre association peut agir et se mobiliser en toute indépendance : plus de 90 % de notre budget proviennent de vos soutiens financiers.

Plus nous serons nombreuses et nombreux, plus l'association pourra se mobiliser avec force, mener ses campagnes, obtenir des victoires, peser dans le débat public !

Par
[Youlie Yamamoto](#)
[Raphaël Pradeau](#)
 porte-paroles d'Attac France



Attac s'est mobilisée sur de nombreux fronts en 2025. Nos propositions de justice fiscale, pour mieux taxer les riches et les multinationales, ont largement irrigué les grandes mobilisations de septembre et au-delà. Par nos actions, analyses, manifestations, rassemblements et expressions unitaires, notre « fiscal fitness », nous avons contribué à imposer la question de la justice fiscale dans le débat public, déjouant le piège d'un agenda politique et médiatique cadenassé.

Attac a également organisé la quatrième édition de l'Université d'été des mouvements sociaux cet été à Bordeaux, ciblé l'empire Bolloré et les banques complices du génocide à Gaza, participé aux mobilisations féministes, dénoncé les criminels climatiques, en France comme lors de la COP30 à Bélem...

Enfin, nous avons publié deux ouvrages dans notre nouvelle collection « Comprendre pour agir » : *L'énergie est notre avenir, socialisons-la* propose de sortir le secteur de l'électricité des logiques de marché et de constituer un véritable service public sous contrôle citoyen. *Travail, climat, même combat* invite à multiplier les alliances entre les mouvements sociaux et écologistes pour rendre possible et désirable une véritable bifurcation écologique.

Et ce n'est pas fini ! En 2026, nous continuerons à agir pour obtenir des mesures essentielles de justice fiscale. Attac se mobilisera également sur tout le territoire pour dénoncer l'impunité des multinationales et leurs pratiques d'évasion fiscale. Nous renforcerons les alliances avec les mouvements en France et dans le monde entier. Nous continuerons à développer notre expertise et nos propositions à travers nos publications et un cycle de formation sera également lancé.

En France comme ailleurs, le pouvoir privilégie les intérêts des plus riches et se montre sourd aux attentes de la majorité de la population. Mais sur le terrain des idées, nous marquons des points. Continuons de mener la bataille culturelle contre le néolibéralisme et le productivisme, pour un projet de société véritablement démocratique et solidaire : le seul à même de faire reculer l'extrême-droite. Préparons-nous à poursuivre le combat pour la justice fiscale, sociale et écologique en 2026 et faisons en sorte qu'Attac puisse se mobiliser en toute indépendance !

Pour la justice fiscale, contre la répression : on ne lâche rien !

Le sentiment d'injustice fiscale est désormais largement répandu dans l'opinion publique. Une majorité de la population a pris conscience de l'ampleur des privilèges fiscaux dont bénéficient les ultra-riches. Envers et contre tout, le gouvernement a pourtant voulu imposer un budget injuste qui pénaliserait fortement les classes populaires et moyennes. Cette obstination s'accompagne d'une répression accrue dont Attac a fait les frais.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, difficile d'anticiper la situation dans laquelle nous nous trouverons au début de l'année 2026. Une chose est sûre : l'énième coup de force du gouvernement pour imposer un budget injuste et injustifié accentue davantage la crise politique dans laquelle Emmanuel Macron a plongé le pays. Cette violence institutionnelle déployée par le pouvoir macroniste s'accompagne d'une répression accrue, politique, policière et judiciaire.

C'est pour dénoncer une politique ostensiblement en faveur des ultra-riches que notre association a mené depuis l'été 2025 la campagne « Un autre budget est vital ». Notre message est simple : l'austérité pour la population n'est pas une fatalité, le temps est venu pour les ultra-riches de faire des efforts !

Ces derniers ne semblent pourtant pas prêts à faire la moindre concession face aux exigences de justice fiscale. La taxe Zucman ne vise qu'à rétablir le principe d'égalité devant l'impôt, mais même cela leur est insupportable, tant ils sont habitués à échapper à l'impôt ! La palme revient à Bernard Arnault qui a déclaré au *Sunday Times* que la proposition de taxe Zucman relevait d'une volonté clairement formulée de « mettre à terre l'économie française » et que Gabriel Zucman était un « militant d'extrême-gauche » (20/09).

C'est pour répondre à l'homme le plus riche de France, épinglé dans plusieurs scandales fiscaux comme OpenLux ou encore les Paradies papers, qu'une quinzaine d'activistes d'Attac sont venu·es tôt le matin du 6 novembre devant la Samaritaine, propriété de Bernard Arnault, et pour rappeler que la taxe Zucman ne vise que les ultra-riches qui pratiquent à outrance l'optimisation fiscale. Si Bernard Arnault veut y échapper, il lui suffit de payer ses impôts au lieu de les éviter !



© DR

Muni·es de masques à l'effigie du milliardaire, les activistes ont déployé une banderole et écrit à la craie les slogans « Tax the rich » et « Abolition des privilèges fiscaux » sur les vitrines du grand magasin. Cette action symbolique n'a entraîné aucune dégradation. Cela n'a pas empêché la Samaritaine de déposer une plainte qui a conduit à la convocation de la porte-parole d'Attac, Youlie Yamamoto, et d'une autre activiste.

La convocation de militantes constitue, en soi, une mesure d'intimidation politique pour faire taire notre combat pour la justice fiscale. Cela s'inscrit dans un phénomène de criminalisation des mouvements sociaux et écologistes : manifestations interdites, arrestations arbitraires, convocations, dissolutions... Les militant·es font désormais face à des menaces de gardes à vue, perquisitions et procès suite à des manifestations ou actions de désobéissance civile (jusqu'à six mois de prison ferme pour une militante de Dernière rénovation).

Les associations voient leurs financements remis en cause (subventions supprimées pour la LDH, remise en cause des déductions fiscales...) quand elles ne sont pas menacées de dissolution (Soulèvements de la Terre, Urgence Palestine et Jeune Garde). Les syndicats subissent également une répression accrue, comme en témoignent les très récentes convocations par la police d'un militant de Sud rail ou la procédure disciplinaire contre un militant Sud à Hénin-Beaumont.

Les atteintes aux libertés publiques s'intensifient et frappent de plein fouet le mouvement social, qui constitue pourtant un rempart démocratique notamment face à la menace de l'extrême-droite. À l'heure où le RN se tient aux portes du pouvoir, à l'heure où députés RN, LR et macronistes votent de concert pour bloquer toute mesure visant à mettre fin aux privilèges fiscaux des ultra-riches, nous devons plus que jamais nous rassembler pour mettre un terme aux dérives autoritaires et porter nos propositions pour une société solidaire, véritablement démocratique, socialement et écologiquement juste. ●

ANALYSE

Par
Youlie Yamamoto
et Raphaël Pradeau

Mobilisation contre le Canal Seine Nord Europe

MOBILISATION

Le Canal Seine Nord Europe (CSNE) est l'un des plus gros chantier d'aménagement jamais réalisés en Europe. Face à ce projet écocidaire au coût pharaonique, une manifestation d'ampleur nationale a eu lieu le 11 octobre 2025.

Le Canal Seine-Nord Europe (CSNE) est un canal de 107 km de long visant à relier Compiègne (Oise) à Aubencheul-au-Bac, près de Cambrai. Il fait partie du projet Seine-Escaut, destiné à relier la Seine au port de Rotterdam. La société du Canal Seine-Nord est un établissement public, présidé par Xavier Bertrand.

Un projet écocidaire, une gabegie financière

Avec 78 millions de tonnes de déblais, ce méga-projet est souvent comparé à celui du tunnel sous la Manche. S'il est construit, il permettra de faire circuler des bateaux à grand gabarit, permettant le transport notamment de céréales pour l'agro-industrie et de granulats pour l'industrie du bâtiment et des travaux publics. Quatre ports intérieurs et des entrepôts logistiques doivent être construits.

Or il existe déjà un canal, ouvert en 1965, qui pourrait être aménagé. Il sera remplacé par le CSNE, avec une emprise de plus de 100 mètres de large. En superficie, l'emprise totale sera de 3 300 hectares, avec pour conséquences une artificialisation de terres agricoles, et une atteinte à la biodiversité.

Le lit du canal doit contenir 21 millions de m³ d'eau. De manière à parer aux pénuries d'eau, à Allaines, une retenue va être construite; elle aura une taille équivalente à 22 mégabassines de Sainte-Soline. Ces travaux participent d'un accaparement de l'eau. Pour construire toute l'infrastructure, il faudra beaucoup de béton, matériel très polluant. Ainsi 12 millions de tonnes de granulats seront nécessaires. Par exemple une seule écluse nécessite 38 000 m³ de béton, sachant que six seront construites.

Cependant il est parfois évoqué le caractère «écologique» du projet, le fret fluvial étant plus vertueux que le fret routier. Or, contrairement au fret routier, le fret fluvial est adapté au transport de vrac, c'est à dire qu'il concurrence plutôt le fret ferroviaire. Les camions, de plus en plus nombreux, continueront à circuler, et à utiliser les ports et les entrepôts qui seront construits. Ainsi, le port de Gennevilliers, dans la région parisienne, est très majoritairement utilisé pour le fret routier. On peut dire que le projet CSNE participe de ce que l'on appelle l'empire logistique.

Pour suivre
la mobilisation :
l.attac.org/canal

Pour rejoindre
le groupe Telegram
des Soulèvements
de la Seine :
l.attac.org/seine

Par
[Gilles Sabatier](#)

Le coût du projet est actuellement chiffré à 7 à 8 milliards d'euros, mais il n'inclut que le canal proprement dit, il ne prend pas en compte par exemple la construction des ports, ou le rehaussement des ponts au sud et au nord du canal, pour permettre le passage des conteneurs. Gabegie financière, artificialisation des terres agricoles, accaparement de l'eau, atteinte à la biodiversité, remise en cause de la batellerie traditionnelle, inscription dans l'empire logistique mondialisé, ce projet a toutes les raisons d'être combattu.

Une manifestation nationale

Pour contrer ce projet, des mobilisations locales ont lieu régulièrement. Il a été décidé d'organiser une manifestation nationale, avec notamment le soutien des Soulèvements de la Terre, le 11 octobre dernier. Le choix de cette date correspond à un week-end d'action international contre l'empire logistique: près de Brême en Allemagne, deux entreprises ont été bloquées, dont un géant de la logistique; le port de Rotterdam a été bloqué pour éviter des livraisons d'armes à Israël; à Charleroi en Belgique, une usine Arcelor Mittal exportant de l'acier vers Israël a été bloquée.

La manifestation avait lieu non loin de Thourotte, au nord de Compiègne, et a rassemblé près de 2 000 manifestant·es, beaucoup plus qu'espéré. La manifestation avait été déclarée par différentes organisations, dont Attac Oise. Son objectif était d'aller à un endroit permettant de voir le chantier, et de constater l'ampleur de travaux. La manifestation a été bloquée avant d'arriver à son but.

Comme cette éventualité avait été anticipée, les manifestant·es ont quitté la route, couru à travers champs, et rejoint le canal en contre bas, le chantier se trouvant sur l'autre rive. Alors, un grand nombre de personnes ont traversé le canal à la nage, aidées par des bouées et des radeaux. Elles ont pu déposer une banderole, puis revenir sur l'autre rive. Alors la manifestation a regagné le camp près du point de départ, sans encombres.

Malheureusement, après cette journée réussie, les travaux continuent. Ainsi, courant novembre, la rangée d'arbres séparant l'Oise du champ où se trouvait le camp ont été abattus. En effet, le bras de l'Oise est destiné à être comblé, de manière à récupérer l'eau pour le canal. Un nouvel exemple de l'absurdité du projet. ●

GRAND ANGLE

La Sécurité sociale : un bien commun à défendre et étendre

En octobre 2025, la Sécurité sociale fêtait ses 80 ans. Retour sur la création et l'évolution de cette institution à nulle autre pareille qui met en oeuvre, depuis 1945, la solidarité et la protection de toutes et tous face aux aléas de la vie.

Malgré les attaques et les remises en cause récurrentes dont la Sécurité sociale a fait l'objet depuis sa création, son existence semble désormais une évidence ; ainsi que les protections qu'elle met en oeuvre face à la maladie et aux accidents professionnels ou pour se loger, élever des enfants ou vivre sa retraite dignement. Cela est pourtant loin d'avoir toujours été le cas. La mise en place de la « Sécu » a été rendue possible par une puissante mobilisation sociale et populaire, dans une période particulière, celle de l'après Seconde Guerre mondiale.

Les ambitions de la Sécurité sociale de 1945

À la Libération, les forces politiques issues de la Résistance affirment la nécessité de reconstruire un nouveau système de protection sociale. Le programme du Conseil national de la résistance (CNR), adopté en mars 1944, préconise ainsi « *un plan complet de Sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés* ».

L'élaboration de ce plan sera pilotée par le haut fonctionnaire Pierre Laroque. La Sécurité sociale met en place une logique de solidarité : de chacun·e selon ses moyens à chacun·e selon ses besoins. Ce principe prend le contrepied d'une approche assurantielle privée faisant payer les cotisant·es en fonction des risques et pénalisant les populations les plus fragiles. La Sécurité sociale va ainsi contribuer à sortir la protection sociale du marché et contribuer au partage des richesses à l'échelle nationale. Elle met en oeuvre une solidarité à plusieurs dimensions : des plus aisés avec les moins fortunés, des bien portants avec les malades ou encore des actifs et actives avec les retraité·es.

Les ordonnances créant la Sécurité sociale, promulguées les 4 et 19 octobre 1945. Le nouveau régime général de sécurité sociale sera mis en oeuvre au forceps pendant les six premiers mois de 1946 sous l'égide d'Ambroise Croizat (ministre communiste du Travail de novembre 1945 à mai 1947, ancien ouvrier). Une mobilisation populaire d'ampleur, dans toute la France, permet la création de 123 caisses primaires et de 113 caisses d'allocations familiales.

Les caisses ont en charge le versement des prestations mais également la collecte des cotisations. Elles mettent en oeuvre une réelle démocratie sociale puisque les conseils d'administration des caisses primaires de sécurité sociale sont composés à 75% par des représentant·es des salarié·es, à travers leurs syndicats, et à 25% par celles et ceux du patronat. Pour les caisses d'allocation familiales, les représentant·es salarié·es occupent la moitié des sièges, un quart pour le patronat et un quart pour les associations familialistes. Les administrateur·ices des caisses seront élu·es à partir d'octobre 1946.

Sécurité sociale et partage des richesses

Depuis sa création, la Sécurité sociale joue un rôle clé dans la redistribution sociale à travers notamment :

- **Les remboursements de santé** qui bénéficient également davantage aux ménages modestes. En effet, ces derniers rencontrent plus de problèmes de santé et bénéficient donc davantage du système public de soins, tandis que les cotisations sont proportionnelles aux revenus. Le système de santé génère une redistribution importante par rapport à une situation où chacun prendrait directement en charge sa propre santé.
- **Les prestations familiales** visant à lutter contre la pauvreté et à aider les familles, qui sont très concentrées sur les ménages pauvres et modestes. Le montant reçu par les ménages décroît fortement en fonction du revenu. En 1946 ces prestations jouaient déjà un rôle majeur : le revenu d'une famille de trois enfants était constitué pour plus de la moitié par des allocations familiales.
- **Les aides au logement** sont fortement redistributives : elles bénéficient pour 44 % aux 10 % les plus modestes.
- **Les pensions de retraites** forment la part la plus importante des prestations sociales, même si, celles-ci étant moins ciblées, l'effet net sur la redistribution est mécaniquement plus limité.

L'INSEE montre ainsi qu'en l'absence de redistribution sociale, le revenu des 10 % les plus riches serait 13 fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres en France. La redistribution élargie permet de ramener ce rapport à 3, et provient en grande partie des transferts permis par le système de Sécurité sociale (données 2018).

La « reprise en main » de la Sécu

Dès 1945, les oppositions au projet de Sécurité sociale sont nombreuses. Pour le patronat et la droite, la Sécu est une « charge » trop importante pour l'économie. Il s'agit d'un air rebattu, toujours d'actualité : les cotisations représentent des coûts trop élevés pour les entreprises au détriment de leur « compétitivité », les prélèvements sociaux réduisent l'épargne et l'investissement, les remboursements contribuent à l'augmentation des prix et de dépenses de soin, ainsi qu'aux abus. Ces oppositions et critiques vont être entendues dans les années et décennies qui suivront son adoption.

Alors que la Sécu était pensée comme une institution sous contrôle social, c'est-à-dire sous contrôle des travailleur·euses, plusieurs réformes établissent un contrôle renforcé des caisses par l'État de 1946 à 1967. Les ordonnances Jeanneret de 1967 remettent en cause la démocratie sociale en imposant un nombre égal de représentant·es du patronat et des salarié·es. Ce paritarisme offre de nouvelles marges de manoeuvre pour le patronat au sein des caisses primaires.

La reprise en main de la protection sociale va se poursuivre dans les années 1990 au nom d'impératifs budgétaires. Les gouvernements successifs, influencés par la doctrine néolibérale, se refusent à augmenter les cotisations patronales au nom de la « compétitivité » des entreprises, voire s'attachent à les diminuer à travers la multiplication d'exonérations, de « niches sociales ». Dès lors, le niveau insuffisant des recettes contribue à déséquilibrer les comptes sociaux, déjà fragilisés par les « charges indues » imputées à la Sécurité sociale par l'État. Le « trou de la Sécu », creusé de toute pièce, doit être compensé par de nouveaux impôts ou transferts de l'État. C'est le sens de l'introduction, en 1991, de la contribution sociale généralisée (CSG), puis de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) en 1996.

On assiste ainsi à une étatisation du financement de la protection sociale qui ne cesse de s'accroître depuis les années 1990. Depuis 2020, plus de la moitié de son financement repose sur l'impôt et les transferts de l'État, les cotisations sociales occupant une place toujours moindre. Cette tendance se traduit par un renforcement supplémentaire du contrôle de l'État suivant la logique « qui paie l'orchestre choisit la musique ».

Sous le prétexte de la réduction du « trou de la Sécu », les réformes se multiplient pour revoir les prestations, pensions et allocations à la baisse et durcir les conditions d'éligibilité. Elles concernent particuliè-

rement les retraites. Ces réformes élèvent l'âge de départ à la retraite de 60 ans (depuis 1983) à 64 ans (depuis la réforme de 2023) et la durée de cotisation de 37,5 à 43 ans. Les réformes de l'assurance maladie introduisent notamment la tarification à l'activité pour les hôpitaux. Les allocations familiales sont modulées en fonction des revenus depuis 2015 et le mode de calcul des aides personnalisées au logement (APL) est revu en 2021.

La dégradation des prestations de la Sécurité sociale constitue une opportunité pour les acteurs financiers, et en particulier les assurances et mutuelles, de développer leurs activités d'assurances complémentaires santé ou retraites. Ce glissement bénéficie aux plus aisés qui jouissent d'une meilleure couverture et se traduit par une augmentation du renoncement aux soins par des malades incomplètement assurés, comme c'est le cas dans le cadre du modèle assurantiel américain.

La Sécurité sociale de 1945 relève d'un projet ambitieux. Elle vise à soustraire la protection sociale à la fois de la logique du marché et de celle du contrôle de l'État pour créer une institution dirigée et financée par le plus grand nombre. Aujourd'hui encore, elle constitue un outil efficace de réduction des inégalités sociales et un levier de redistribution des richesses. Fidèle à l'élan donné par le CNR, elle garantit à chacun et chacune les moyens d'une vie digne pour en finir avec les « incertitudes et les angoisses du lendemain » comme le disait Ambroise Croizat. Ces ambitions demeurent pleinement actuelles. ●

Par
Esther Lemaire

L'inefficacité du secteur privé

En matière d'assurance santé, le secteur privé s'avère moins efficace qu'une institution telle que la Sécurité sociale. Les frais de gestion des assurances privés sont plus élevés : en 2019, la Sécurité sociale consacrait 3,4 % de son budget aux frais de gestion, contre 20,3 % pour les assurances complémentaires privées (16 % du chiffre d'affaires pour les instituts de prévoyance, 19 % pour les mutuelles et 22 % pour les compagnies d'assurances).

Ces chiffres élevés s'expliquent notamment par le coût des publicités et des démarchages de nouveaux clients. Mais aussi par le fait que les organismes assurantiels à but lucratif (prévoyance, assurance) versent des dividendes à leurs actionnaires. Et le coût de ces dépenses est répercuté, en définitive, sur les cotisations des assuré·es. C'est pourquoi le transfert des dépenses de l'Assurance maladie vers le privé aggrave les inégalités d'accès aux soins et réduit la qualité des services d'assurance solidaire.

vivre et résister sous la dictature

Le 12 mai 2025, les Philippines ont tenu des élections législatives, alors que le président Ferdinand Marcos Jr. entamait la seconde moitié de son mandat. Des élections verrouillées qui se sont tenues dans un climat de répression et de peur. Malgré la répression et la corruption, des résistances s'organisent.

Selon la mission internationale d'observation des élections (IEOM) déployée aux Philippines par le réseau asiatique pour des élections libres (ANFREL), le scrutin du 12 mai 2025 pas respecté les normes internationales: violations graves des droits humains, domination des dynasties politiques, achat de votes, intimidations.

Le jour même, malgré une logistique globalement fluide, des problèmes majeurs ont été observés : longues files d'attente, manque d'accessibilité, mises à jour opaques sur les machines de comptage, écarts entre votes enregistrés et votants, atteintes au secret du vote. Dans de nombreux bureaux, le personnel a même introduit les bulletins à la place des électeurs. Les observateurs philippins et internationaux ont pu circuler et documenter, mais leurs rapports confirment l'ampleur de la fraude structurelle. Sylvain Goldstein, militant CGT et ancien responsable du secteur international Asie-Pacifique de la CGT, a été observateur indépendant du scrutin. De son point de vue, ce vote n'avait rien d'un exercice démocratique : « la volonté des citoyens ne peut être considérée comme libre dans un tel contexte ».

La campagne a été marquée par l'achat de voix et par le « red-tagging » de tous les candidats progressistes, accusés sans preuve d'être liés à la guérilla communiste. Cette tactique politique (« marquage rouge ») consiste à discréditer des opposants ou des groupes en les qualifiant de subversifs ou de terroristes. Les violences sont permanentes : exécutions extrajudiciaires, menaces, harcèlement policier et militaire. Rien qu'en 2024, 124 syndicalistes ont été assassinés ; 67 l'ont été durant le premier semestre 2025.

Quels espaces de résistance ?

La population vit sous un régime où corruption et inégalités sont structurelles. Quelques mois avant le scrutin, l'arrestation de l'ex-président Rodrigo Duterte, accusé de crimes contre l'humanité pour sa guerre meurtrière contre les stupéfiants, par la Cour pénale internationale (CPI), mettait en évidence l'impunité des dirigeants en dépit des exactions répétées contre leur peuple.

Les budgets publics sont siphonnés : plus de la moitié des fonds alloués à la lutte contre les inondations ont été détournés. Résultat : des programmes essentiels, du logement aux salaires publics, ne disposent que de financements dérisoires. Dans ces conditions, garantir une vie digne relève de l'impossible. Les syndicats revendiquent un salaire minimum décent et une prime pour les travailleurs précaires. À Manille, le minimum mensuel équivaut à 240 €, et tombe à 117 € dans la région de Bangsamoro — des montants insuffisants pour vivre.

Les syndicats restent en première ligne, avec une jeunesse très active malgré la répression. Les églises progressistes constituent aussi des lieux de refuge et d'organisation. Les manifestations sont systématiquement réprimées : gaz lacrymogènes, tirs en l'air, coups de matraque, nasses violentes.

Deux confédérations syndicales philippines sont affiliées à la confédération syndicale internationale (CSI) et soutenues par des organisations progressistes comme la CGT. La pression internationale est devenue indispensable. Le Tribunal international des peuples, organisé à Bruxelles, a contribué à l'arrestation de Duterte par la CPI. Ferdinand Marcos Jr., encore au pouvoir, évite désormais tout déplacement à l'étranger par crainte d'une arrestation.

Pour Sylvain Goldstein, il est indispensable de « renforcer la solidarité internationale et exposer publiquement les multinationales qui profitent de la répression ». C'est aujourd'hui l'un des seuls leviers pour soutenir le mouvement social et la jeunesse philippine. ●

ANALYSE

Par
Jane-Léonie Bellay
(espace
mobilisations
internationales
d'Attac)



Zohran Mamdani

face à l'establishment

Elu maire de New York en novembre 2025, Zohran Mamdani émerge comme figure radicale et « socialiste ». Durant sa campagne, il a dû affronter de violents tirs de barrage issus du Parti républicain et de l'establishment démocrate. Outre des critiques libérales sur son programme économique, il a dû essuyer les infamantes accusations en antisémitisme traditionnellement dirigées contre les candidats propalestiniens. Mais les véritables défis sont encore à venir.

Zohran Mamdani a marqué les esprits avec une campagne électorale dynamique, mobilisant massivement les électeurs, en particulier les plus jeunes. À trente-trois ans, ce membre de l'Assemblée de l'État du Queens et figure du courant socialiste démocrate a créé la surprise en remportant la primaire démocrate du 24 juin face à l'ancien gouverneur Andrew Cuomo [Zohran Mamdani est membre du mouvement *Democrat Socialists of America*, NDLR]. Loin d'abandonner la course malgré sa défaite aux primaires démocrates, celui-ci s'est présenté comme indépendant.

Les défis auxquels il a fait face durant sa campagne ont été nombreux. Ceux qui l'attendent comme maire le sont plus encore. Zohran Mamdani devra d'abord affronter une opposition farouche de puissants secteurs économiques, notamment Wall Street, l'industrie immobilière et les géants de la tech. Son programme mêle à la fois des idées très pragmatiques et des mesures avant-gardistes.

Parmi ses propositions-phares : le gel des loyers dans les logements à loyer contrôlé (dans lesquels vivent 2,4 millions de New-Yorkais), la gratuité des bus, la création d'épicerie municipales et une hausse des impôts ciblant les résidents et entreprises les plus fortunés. Des figures du monde des affaires l'ont déjà qualifié d'anti-business et menacent de quitter la ville si son projet venait à se concrétiser.

Le slogan de campagne de Zohran Mamdani, « Une ville que tout le monde peut se permettre », résonne auprès des électeurs new-yorkais, sensibles à sa volonté de s'attaquer aux inégalités et à la flambée du coût de la vie. Une analyse menée par James Parrott, directeur des politiques économiques et fiscales au New School Center for New York City Affairs, révèle que la part du revenu total détenue par le 1 % des New-Yorkais les plus fortunés est passée de 12 % en 1980 à 36 % en 2022. Le loyer médian d'un appartement deux pièces dans la ville atteint aujourd'hui près de 5 500 dollars par mois.

FOCUS

Par
[Peter Dreier](#)
Traduction par
[Alexandra Knez](#)

Retrouvez
la version intégrale
de cet article
sur lvsl.fr :
l.attac.org/lvsl



Zohran Mamdani devra embrasser la tension inhérente à sa position : celle d'un progressiste aux commandes de l'institution municipale. Il lui faudra encourager les mouvements de base à exercer une pression constante, y compris par la protestation, pour inciter les grandes banques, les employeurs, les établissements de santé, les maisons de retraite, les propriétaires et les promoteurs immobiliers à adopter des pratiques plus responsables. Il ne pourra pas se soustraire à la critique : il sera parfois lui-même la cible de manifestations, face à laquelle il devra se montrer résilient.

L'un des accomplissements les plus significatifs de Zohran Mamdani pourrait être de raviver la confiance des jeunes électeurs dans le pouvoir de la politique électorale et dans la capacité des institutions publiques à répondre concrètement aux besoins de la population. Sa victoire pourrait servir de catalyseur, incitant libéraux et progressistes à travers le pays à s'engager davantage dans des organisations locales. À l'approche des élections de mi-mandat l'an prochain, on peut espérer une mobilisation accrue de bénévoles prêts à s'investir sur le terrain.

La façon dont Zohran Mamdani dirigera la ville de New York sera déterminante. S'il réussit à devenir maire, il fera plus que transformer la vie des New-Yorkais de la classe ouvrière : il pourrait inspirer une nouvelle génération de militants à se lancer dans la vie politique – que ce soit au sein des conseils scolaires, de la législature de l'État ou du Congrès. Ce renouvellement pourrait contribuer à affaiblir l'establishment qui domine encore le Parti démocrate et à éloigner le parti de son aile corporatiste, en faveur d'un projet résolument progressiste centré sur les besoins réels de la population. ●



Une délégation d'Attac à la COP30 à Belém

La COP30 à Belém, à l'embouchure de l'Amazonie, où se tenait également le contre-sommet « l'Assemblée des Peuples », s'annonçait, avec le discours d'ouverture du président Lula et la présence des autochtones, comme une édition différente des précédentes. Il avait d'ailleurs été décidé, pour cette fois-ci qu'une délégation d'Attac ferait le déplacement.

Mais malgré les discours de mobilisation collective, le « Global Mutirão » annoncé par la présidence, en référence à un mot autochtone tupi-guarani évoquant l'idée d'un effort collectif, le résultat s'est finalement avéré être une nouvelle occasion manquée.

La déclaration finale ne permettra pas d'atteindre l'objectif des 1,5°C fixée par les accords de Paris qui ont 10 ans cette année. Aucun financement public massif n'a été décidé, alors que déjà, l'an passé, la promesse des 300 milliards de dollars par an à verser aux pays les plus pauvres par les plus riches paraissait en deça des besoins estimés à 1300 milliards par an. Les États ont privilégié le recours aux financements privés et aux prêts qui creusent la dette des pays les plus pauvres.

La Tropical Forest Forever Facility (TFFF) qui doit rémunérer les pays freinant la déforestation relève d'une fausse solution qui réduit la forêt à un fournisseur de services écosystémiques commercialisés et on a assisté à des attaques contre le « Plan d'action genre », l'Iran, l'Arabie saoudite et la Russie tentant d'y intégrer une re-définition du genre envisagé sous le seul angle biologique.

La « transition juste » proposée reste donc encadrée dans l'ordre néolibéral, où les multinationales sont des « acteurs clés », et la participation des organisations sociales est symbolique. La proposition d'une « feuille de route » pour sortir des énergies fossiles, portée par plus de 80 pays, a été supprimée dans la dernière version du texte, sous la pression des États producteurs et des lobbyistes des énergies fossiles, qui n'ont jamais été aussi nombreux, y compris dans la délégation française qui en accueillait 22, dont 5 de TotalEnergies.

Heureusement notre délégation a participé aux côtés d'Attac Argentine aux rencontres éco-socialistes, où de riches débats se sont tenus sur les stratégies à mener pour rompre avec la croissance capitaliste et au Sommet des Peuples qui a réuni plus de 23 000 militant·es et 1200 organisations de 62 pays dans une atmosphère chaleureuse et combative, proche de celle du dernier Forum social mondial à Katmandou en 2024.

On y a vu les peuples autochtones faire une entrée fracassante à l'intérieur de la COP, 200 bateaux remonter l'estuaire de l'Amazonie, et une marche géante pour le climat et l'Amazonie où notre délégation s'est tenue aux côtés de celle du FSM présente pour annoncer ce prochain rendez-vous à Cotonou (Bénin) en août 2026. ●

➤
Par
[Jean-François
Guillon](#)



Débat autour du livre “Travail, climat : même combat !”

Les auteur·ices de *Travail, climat : même combat !* ont animé une réunion publique le 13 novembre au Baranoux à Paris avec des représentant·es de luttes écologiques et syndicales pour échanger sur les alliances nécessaires entre écologie et travail.

« **Fin du monde, fin de mois, même combat !** », « Pas d’emplois sur une planète morte »... Face au désastre climatique, nous sommes de plus en plus nombreuses et nombreux à prendre conscience qu’un changement radical de nos modes de vie et de production est nécessaire. Cette bifurcation nécessite une profonde transformation écologique et démocratique du travail.

C’est le point de départ de *Travail, climat : même combat ! Manifeste pour une bifurcation écologique et sociale du travail*, le dernier livre d’Attac paru fin octobre dans la collection « Comprendre pour agir » des Liens qui Libèrent. En s’appuyant sur des exemples de luttes, cet ouvrage expose pourquoi la bifurcation écologique doit aller de pair avec le progrès social.

Comment faire pour que la bifurcation écologique se fasse avec et non contre les travailleur·ses ? Comment repenser un droit du travail qui protège contre les risques écologiques et climatiques ? Comment une démocratisation du travail permettrait de réaliser une véritable bifurcation écologique ?

Pour en discuter, les auteur·rices du livre Alexis Cukier, Vincent Gay, Gaëlle Guehennec et Julien Rivoire, ont invité Benoît Teste (militant FSU), Julie Le Mazier (Solidaires), Louis Passefort (militant du collectif Stop Greendock) et Marie Cohuet (co-Présidente des Amis de la Terre).

Comme l’indique le nom de la collection dans laquelle ce livre est publié (« Comprendre pour agir »), *Travail, climat : même combat !* a vocation à exposer des analyses, propositions et exemples concrets pour alimenter les discussions, les réflexions et les luttes. ●

Par
Vincent
Gath Drezet



88 milliards de niches (anti)sociales, injustes et inefficaces

Dans une note publiée en octobre dernier, Attac dénonce le scandale des niches sociales, ces allègements de cotisations qui profitent surtout aux grandes entreprises et affaiblissent la protection sociale. Leur coût, en constante augmentation, a atteint 88,2 milliards d’euros en 2024, sans résultats tangibles sur l’emploi.

Les niches sociales se sont multipliées depuis les années 1990 au nom de la réduction du « coût du travail » et pour stimuler la « compétitivité » des entreprises et l’emploi. Pourtant les résultats des études présentées dans cette note le montrent : sur ces deux aspects, leur impact est faible voire quasi-inexistant. Les niches sociales bénéficient pour une grande part aux grandes entreprises et contribuent à gonfler leurs dividendes.

Malgré l’inefficacité des niches sociales, leur poids n’a cessé d’augmenter et de grever les budgets sociaux : elles représentaient un manque à gagner de plus de 5 milliards d’euros par an en 1996, puis 10 milliards d’euros en 2000 pour dépasser 25 milliards d’euros en 2008, 36 milliards en 2015 et atteindre un record en 2024 avec 88,2 milliards d’euros.

Les niches sociales ont ainsi contribué à creuser artificiellement le prétendu « trou de la Sécu », mais aussi à accroître le déficit public. Les exonérations et allègements de cotisations sont en effet seulement partiellement compensés par une dotation de l’État ou un transfert de tout ou partie du produit de certains impôts (comme la TVA par exemple) en direction de la Sécurité sociale.

Il est temps d’en finir avec les niches sociales injustes et inefficaces. C’est pourquoi Attac appelle à une ambitieuse revue de ces niches sociales, en complément d’une nécessaire revue des niches fiscales, qui permettrait de repenser un financement d’avenir pour les systèmes de retraite et la Sécurité sociale. ●

Génération Z : de Madagascar au Maroc **la jeunesse se rebelle**

INTERNATIONAL

À Madagascar comme au Maroc, la génération Z (qui regroupe les personnes nées entre la fin des années 1990 et le début des années 2010) grandit dans un monde fracturé où les promesses du néolibéralisme se heurtent à la réalité des inégalités, du chômage massif et de la crise écologique. Cette jeunesse, souvent reléguée au rôle de main-d'œuvre bon marché dans la chaîne de valeur mondiale, refuse pourtant de se résigner. Elle invente de nouvelles formes de résistance, mêlant luttes sociales, créativité numérique et réappropriation des espaces démocratiques.

Alors que les grandes puissances économiques tentent toujours et encore d'imposer leurs agendas à l'échelle mondiale, les jeunes du Sud global montrent, par leurs mobilisations, que l'avenir peut se construire hors des logiques extractivistes et de domination. Leur parole fissure le récit officiel et ouvre des brèches d'espoir pour des autres mondes possibles.

Au Maroc : un mouvement populaire et horizontal
Pour Jawad Moustakbal (Attac CADTM Maroc), le mouvement de la Génération Z au Maroc s'enracine dans une base sociale jeune – parfois très jeune – souvent issue de la classe moyenne, éduquée, et parfaitement familière des technologies numériques. « Leur plateforme principale, c'est Discord, une plateforme de gamers », souligne-t-il. Mais contrairement au mouvement du 20 février en 2011, la mobilisation actuelle touche bien davantage les milieux populaires : « Aujourd'hui, même dans les quartiers ouvriers ou les zones marginalisées – ce que les colonisateurs appelaient le "Maroc inutile" – les jeunes les plus pauvres ont accès aux réseaux sociaux. WhatsApp, Facebook, Instagram, Discord : tout le monde y est. »

Les revendications portent essentiellement sur la gratuité et la qualité de l'éducation publique, ainsi que sur l'accès aux soins. Un événement dramatique a cristallisé la colère : la mort de huit femmes à Agadir en l'espace de quelques jours, trois semaines avant les premières dates de mobilisation fixées par les jeunes (27 et 28 septembre 2025). Des manifestations spontanées ont éclaté devant l'hôpital, rassemblant

des familles victimes d'erreurs médicales ou de l'exclusion du système de santé. « Cet épisode a joué un rôle majeur dans la formulation des revendications » explique Jawad.

La génération Z a ensuite franchi une ligne rarement osée dans un régime autoritaire : elle a adressé une lettre directement au roi, demandant la destitution du gouvernement et des poursuites contre les responsables de la catastrophe sociale dans l'éducation et la santé. La répression, avec l'arrestation de plusieurs jeunes, a fait émerger un nouvel axe central : la liberté d'expression, d'organisation et la libération de tous les prisonniers politiques.

Pour Jawad, la grande force du mouvement réside dans son « organisation horizontale et transparente ». À la veille de la première manifestation, il y avait déjà 6 000 jeunes sur la plate-forme Discord qui étaient déjà active et près de 200 000 jeunes qui l'ont rejoint en moins d'une semaine « Ils ont créé un espace de débat démocratique magnifique, sans tabous, où les divergences se gèrent collectivement. Les militants plus âgés ont beaucoup à apprendre d'eux. »

Mais cette horizontalité porte aussi ses fragilités. Jawad pointe un manque d'expérience politique, une certaine ambiguïté stratégique, et surtout la vulnérabilité de la plateforme elle-même : Discord est administré par un petit groupe de jeunes déjà harcelés et approchés par les autorités. « Le risque de cooptation est réel. On voit apparaître des formes de cen-

Par
Jane-Léonie Bellay
(espace
mobilisations
internationales
d'Attac)



© DR

sure, une reprise en main de l'espace démocratique. Le processus de destruction est amorcé, même si la bataille n'est pas perdue.»

Quant à la question palestinienne, elle reste en arrière-plan : absente des communiqués officiels de GENZ212, mais présente dans les discussions informelles. « *S'ils ne la mettent pas en avant, c'est par crainte du régime, engagé dans une normalisation avancée avec l'État d'Israël. Dans quelques sit-in seulement, on aperçoit des drapeaux palestiniens ou des slogans contre la normalisation.* » Aujourd'hui, les jeunes priorisent la lutte pour l'éducation, la santé et les libertés publiques, tout en portant en eux une sensibilité politique plus large.

À Madagascar : justice et souveraineté populaire

De l'autre côté de l'océan Indien, un écho similaire résonne à Madagascar, où la jeunesse affronte elle aussi les impasses du néolibéralisme. Au cœur du soulèvement malgache, la génération Z a imposé sa propre boussole politique. Connectée, éduquée et lucide face aux ravages du néolibéralisme, elle refuse que Madagascar reste soumis aux ajustements structurels, aux privatisations imposées et à l'ingérence des puissances étrangères.

Dans sa Feuille de route pour une transition souveraine et populaire, elle résume son horizon : « *Notre*

transition sera populaire ou ne sera pas. » Pour ces jeunes, la souveraineté est la condition de la dignité sociale : rupture avec les politiques du FMI et de la Banque mondiale, fin de l'extractivisme et de l'accaparement des terres, protection des biens communs, transparence de l'État et redistribution réelle des richesses. Ils veulent un pays construit pour sa population, non pour les investisseurs étrangers.

À ces exigences, la Génération Z malgache ajoute d'autres revendications essentielles : la fin des coupures d'eau et d'électricité, l'accès universel aux services publics, la protection des terres paysannes contre l'accaparement foncier, la lutte contre la corruption systémique, la reconnaissance des violences policières subies lors des mobilisations, ainsi qu'un contrôle démocratique des ressources naturelles et l'arrêt des contrats opaques passés avec les multinationales minières.

Malgré la répression meurtrière, les coupures d'Internet et les arrestations, la mobilisation ne s'est pas éteinte. Elle s'est réorganisée, plus diffuse mais toujours déterminée : collectifs de jeunes, syndicats étudiants, organisations paysannes et mouvements citoyens continuent de maintenir la pression.

Un pouvoir de transition paradoxal s'est installé – entre figure citoyenne et représentant du patronat – révélant les incertitudes du moment et l'importance stratégique de la jeunesse. Depuis septembre 2025, ses revendications restent intactes : souveraineté réelle, justice économique et rupture avec les politiques imposées de l'extérieur. Forte de son expérience de la répression et de la solidarité populaire, cette génération entend empêcher tout retour à l'ordre néocolonial qui étouffe le pays depuis des décennies.



Remerciements à
Jawad Moustakbal
et à l'association
Terre-Malgache
pour leurs
éclairages.

Face aux mêmes logiques de prédation, du Maroc à Madagascar, la Génération Z refuse l'ordre établi et ouvre le champ des possibles. Leur soulèvement rappelle que les peuples du Sud global ne sont pas condamnés au rôle de main-d'œuvre ou de périphérie sacrifiée : ils portent, au contraire, les germes d'un monde affranchi des tutelles néocoloniales, des dettes illégitimes et des politiques de destruction sociale. Dans leurs luttes se dessine une certitude : aucune transition ne sera juste sans souveraineté populaire, et aucun futur ne sera vivable sans justice sociale, écologique et démocratique. ●



Girls for tomorrow

un film documentaire
de **Nora Philippe**, 99mn
sortie le 10 décembre 2025

En 2015, Nora Philippe, réalisatrice d'une dizaine de documentaires (dont *Pôle Emploi, ne quittez pas !* de 2013), suit son compagnon qui a obtenu un poste à New York. Elle vient de donner naissance à une enfant. Pour prévenir son enfermement de genre dans l'éducation de celle-ci, elle se lance dans un nouveau projet après avoir découvert Barnard College, faculté exclusivement féminine (créée en 1889 alors que Columbia University refusait l'admission des femmes).

Le film va suivre sur dix ans l'évolution de quatre étudiantes boursières, de la fin du mandat d'Obama au deuxième mandat de Trump. Evy, Lila, Anta et Talia, formidablement choisies par Nora Philippe, traversent les mouvements #MeToo, Black Lives Matter, les luttes contre les énergies fossiles et la loi anti-avortement. Elles avancent chacune à leur manière, en intégrant lucidement un passé familial souvent très lourd, ce qui leur permet de se libérer et d'exorciser leurs peurs et leurs colères. Au travers de leurs combats féministes, elles bâtissent un avenir qui leur ressemble et qui, collectivement, prend tout son sens face à la régression de la société américaine. ●

Nelly Détré
pour le groupe Cinéma



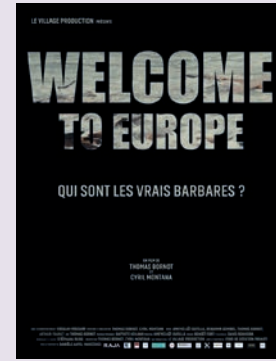
SanSoudure

un film documentaire
de **87 Revanchards Collectif**, 85mn

Né au sein d'un collectif soutenu par la Ville de Rive-de-Gier et l'Association Ripagérienne de Recherches Historiques, *SanSoudure* retrace l'histoire industrielle de la vallée du Gier à travers celle de l'entreprise familiale Brunon-Vallette devenue SFR. Si la société de bouteilles de gaz ferme ses portes en 1992 après 160 ans d'activités, elle a été le lieu d'une lutte syndicale éclairée et ambitieuse qui a mené notamment à la reprise de l'entreprise par ses salarié-es.

De belles images d'archives et des témoignages nous offrent une représentation concrète de l'autogestion à l'échelle industrielle. Film d'histoire sur la lutte syndicale et sur la construction d'un rapport de force avec les acteurs capitalistes du secteur et même l'État, *SanSoudure* donne des informations concrètes, comme un mode d'emploi : brevets, entretien de l'outil de travail, propriété des murs, etc. Un point de vue sincère sur la destinée des anciens bassins industriels, avec une proposition : à quoi pourrait ressembler le communisme – en tout cas dans un temps où l'appareil industriel serait majoritairement maîtrisé par les ouvrier-es ? Plus largement le film pose la question de l'héritage et des enjeux liés à la fin de l'industrie. ●

Marie Beyer
pour le groupe Cinéma



Welcome to Europe

un film documentaire
de **Thomas Bornot et Cyril Montana**, 120mn
sortie le 11 mars 2026

Welcome to Europe remonte aux racines du rejet des migrants en partant d'une histoire intime : celle du grand-père du réalisateur, républicain espagnol interné dans un camp en France malgré la devise Liberté-Égalité-Fraternité. Même européens et culturellement proches, ces exilés n'étaient pas mieux accueillis que ceux d'aujourd'hui. Cyril entreprend un voyage à travers l'Europe, en sens inverse du parcours des migrants, pour confronter lieux communs et réalité.

Loin du fantasme d'« appel d'air », l'Europe n'est pas la zone qui reçoit le plus de réfugiés. Trois réalités s'imposent, d'une grande dureté : les morts en mer, les violences policières et les renvois vers la Libye orchestrés par Frontex, en rupture avec le droit international. Le film suit des mineurs à la rue, vulnérables aux réseaux et aux addictions, et fait halte dans des lieux où la simple possibilité de souffler fait parfois tomber les défenses. Sociologues et responsables politiques rappellent que les chiffres sont souvent gonflés pour nourrir les peurs, alors que la répression coûte plus cher que l'accueil et alimente les mafias. Face à cela, bénévoles et exilés portent un désir têtu de participer, d'apprendre et de vivre dignement. ●

Brigitte Brulois
pour le groupe Cinéma



Dénî d'humanité

Claude Calame

Éditions du Croquant, 2024

Le livre de Claude Calame part du froid constat des 30000 personnes qui ont trouvé la mort en 10 ans en cherchant à rejoindre un pays européen. Il voit dans ces morts un crime contre l'humanité qui ne dit pas son nom. Et qui dit crime, dit coupables. Ces coupables ce sont les différents acteurs qui organisent la politique migratoire de l'Union européenne. Alors qu'une grande partie du champ politique fait de la lutte contre les migrants une obsession permanente, qui donne lieu à des politiques de plus en plus répressives, ces dernières sont d'autant plus favorisées par le niveau européen, qui partage les mêmes vues que les gouvernements les plus autoritaires vis-à-vis des migrants.

En quelques pages, Claude Calame analyse ces politiques, et appelle à y opposer de nouvelles formes de solidarité. Ce livre est édité dans la collection «Carton Rouge» des éditions du Croquant, qui ont fait le choix d'une collection de petit format et petit prix (64 p. pour 5 euros), pour traiter de sujets brûlants : racisme, extrême-droite, culture du viol, Palestine..., toutes questions qui, comme nous y enjoint Claude Calame, appellent à résister et retrouver notre part d'humanité. ●

Vincent Gay



La finance aux extrêmes

enquête sur le capitalisme autoritaire en France

Marlène Benquet

éditions La Découverte, janvier 2026

Depuis le tournant des années 2000, un nouveau type d'acteurs domine les circuits financiers : les gestionnaires d'actifs. En France comme ailleurs, ils sont devenus un rouage central de l'enrichissement des grandes fortunes, mais aussi un levier de transformation profonde du capitalisme.

En s'appuyant sur une enquête de terrain inédite menée pendant près de dix ans, Marlène Benquet analyse leurs manières de voir le monde, de peser sur la production des lois et de promouvoir de nouvelles formes de gouvernement de nos sociétés. Elle montre pourquoi et comment des gestionnaires d'actifs influents soutiennent aujourd'hui des régimes autoritaires, participent à la recomposition des extrêmes droites et contribuent à fragiliser le compromis néolibéral.

L'autrice propose une lecture fine, documentée et accessible d'un monde opaque, jusqu'alors jamais étudié, mais dont l'influence sur nos vies augmente chaque jour. Ce livre est essentiel pour comprendre, depuis le cas français, les recompositions idéologiques et économiques à l'œuvre à l'échelle mondiale, en montrant que nous sommes à un moment de bascule, où le néolibéralisme cède peu à peu la place à une sorte de double maléfique : l'ordre libertarien. ●



Le problème à trois corps du capitalisme

Romaric Godin

éditions La Découverte, février 2026

Le chaos actuel est provoqué par trois grandes crises en apparence indépendantes : une crise économique, une crise écologique et une crise anthropologique, où se matérialisent les effets de la domination sociale de la marchandise. Ces trois crises s'entremêlent et se renforcent les unes les autres, rendant leurs interactions imprévisibles et leur prise en charge séparée impossible. Le principe de ce problème à trois corps est le fait que les sociétés contemporaines sont entièrement soumises à la logique de l'accumulation permanente et infinie. C'est cette dynamique d'accumulation du capital et d'expansion de sa domination qui a mis en branle le problème à trois corps.

Le choix auquel nous faisons face engage le pronostic vital de l'humanité, rien de moins : rester enfermés dans le principe du problème à trois corps, et voir se mettre en place un capitalisme d'état d'urgence gérant la destruction au nom de la poursuite de l'accumulation ; ou remettre en cause ce principe pour réorganiser en profondeur la société et la libérer de l'injonction absurde à accumuler. L'enjeu devient alors de bâtir une société où les besoins sont redéfinis rationnellement, au regard des limites humaines et naturelles. ●



lignes d'attac

144

janvier 2026

- p.3 **Édito**
par Youlie Yamamoto et Raphaël Pradeau
- p. 4 **Pour la justice fiscale, contre la répression :
on ne lâche rien !**
par Youlie Yamamoto et Raphaël Pradeau
- p.5 **Mobilisation contre le Canal Seine Nord Europe**
par Gilles Sabatier
- p.6 – 7 **La Sécurité sociale : un bien commun à défendre
et étendre**
par Esther Lemaire
- p.8 **Philippines : vivre et résister sous la dictature**
par Jane-Léonie Bellay
- Dossier** **En finir avec les violences sexistes et sexuelles**
- p.9 **Zohran Mamdani face à l'establishment**
par Peter Dreier
- p.10 – 11 **Initiatives**
- p. 12 – 13 **Génération Z : de Madagascar au Maroc la jeunesse
se rebelle**
par Jane-Léonie Bellay
- p.14 – 15 **À voir et à lire**
par Nelly Détré, Marie Beyer, Brigitte Brulois,
Vincent Gay

attac

association pour la taxation des transactions
financières et pour l'action citoyenne est
un mouvement d'éducation populaire tourné
vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie
de la finance et la marchandisation du monde,
pour des alternatives sociales, écologiques
et démocratiques

éditeur de publication

Attac France

directrice de publication

Lou Chesné

secrétariat de rédaction

Frédéric Lemaire

conception

Stéphane Dupont & Maxime Barbier

ont participé à la rédaction de ce numéro

Jane-Léonie Bellay, Marie Beyer, Brigitte Brulois,
Nelly Détré, Peter Dreier, Vincent Gath Drezet,
Vincent Gay, Jean-François Guillon, Esther Lemaire,
Raphaël Pradeau, Gilles Sabatier, Youlie Yamamoto

couverture

Midia Ninja

impression sur papier recyclé

Corlet

abonnement annuel 4 numéros : 20€

dépôt légal à parution

ISSN 1620-8420 / CPPAP 0529G81654



5 villa de la Tourelle 93100 Montreuil

01 56 06 43 60

attacfr@attac.org

**% bulletin d'abonnement
lignes d'attac**

nom

prénom

adresse

code postal

ville

courriel

☐ abonnement d'un an
au tarif normal de 20€

☐ abonnement d'un an
au tarif adhérent-e 12€

date

signature

chèque bancaire ou postal
à l'ordre d'Attac, à retourner à
Attac - service abonnements
5 villa de la Tourelle
93100 Montreuil